

Conséquences de l'intervention américaine au Venezuela

**ALESSIA BERARDI**

Responsable de la stratégie macroéconomique marchés émergents, Amundi Investment Institute

**PATRYK DROZDZIK**

Stratégiste macroéconomique senior pour les marchés émergents, Amundi Investment Institute

**ANNA ROSENBERG**

Responsable Géopolitique, Amundi Investment Institute

**Rédigé par
LAURA FIOROT**

Responsable des divisions Investment Insights et Client, Amundi Investment Institute

« L'opération ciblée des États-Unis au Venezuela a atteint son objectif principal, à savoir le renversement de N. Maduro, sans escalade vers un engagement militaire. »

- Nicolás Maduro et son épouse ont été capturés lors d'une opération militaire américaine ciblée et font désormais l'objet d'accusations de narcoterrorisme aux États-Unis. Malgré cela, le cercle restreint de N. Maduro a été peu touché, la vice-présidente Delcy Rodríguez ayant officiellement pris les rênes du pouvoir, ce qui laisse présager une transition contrôlée plutôt qu'un changement complet de pouvoir.
- Les États-Unis prévoient d'accompagner un changement politique au Venezuela et de mettre en place d'importants investissements pétroliers. Même dans le meilleur des cas, l'augmentation de la production prendra du temps en raison des défis logistiques et d'infrastructures. À court terme, les répercussions sur le marché pétrolier devraient être limitées, tandis que le contrôle accru des États-Unis sur le pétrole vénézuélien soutient le dollar américain, même si les risques géopolitiques pourraient peser sur la confiance des investisseurs. Nous pensons que les marchés continueront de se concentrer sur l'intelligence artificielle (IA), les données économiques clés et les prochaines mesures des banques centrales à court terme.

Que s'est-il passé au Venezuela ?

À la suite d'une opération militaire américaine ciblée, Nicolás Maduro et son épouse ont été exfiltrés du pays et transférés à New York pour y répondre d'accusations de narcoterrorisme remontant à plusieurs années. La capture elle-même n'aurait pas donné lieu à d'importants échanges de tirs, celle-ci ayant été soigneusement planifiée pour permettre l'insertion et le retrait en toute sécurité de la Delta Force américaine et d'autres unités. Malgré les gros titres, le cercle restreint de N. Maduro est peu touché : la mort du ministre de la Défense a été démentie et la vice-présidente Delcy Rodríguez a pris la relève en tant que nouvelle dirigeante officielle.

Comment la situation politique est-elle susceptible d'évoluer ?

La situation reste très incertaine. À ce stade, l'issue la plus probable à court terme est une transition contrôlée, sans perturbation significative des organes du pouvoir au Venezuela. La vice-présidente a désormais officiellement pris la tête du pays, le reste du gouvernement étant peu touché.

Lors d'une récente conférence de presse, le président D. Trump a clairement indiqué qu'il ne pensait pas que l'opposition était prête à gouverner le pays. Il a déclaré que les États-Unis joueraient un rôle actif dans la gestion des affaires du Venezuela aux côtés de leurs partenaires locaux. D. Trump a souligné que les États-Unis « dirigerait le pays correctement » et « de manière professionnelle », avec l'intention de faire venir certaines des plus grandes compagnies pétrolières mondiales pour investir des milliards de dollars, un investissement qui se traduira également par des revenus substantiels. Dans une déclaration publiée dimanche, la vice-présidente Delcy Rodríguez a invité « le gouvernement américain à travailler ensemble sur un programme de coopération visant un développement partagé, dans le cadre du droit international, et à renforcer une coexistence sur le long terme ».

Cette apparente continuité masque toutefois des risques réels : concurrence entre les élites, questions sur la loyauté de l'armée et probabilité d'une montée du sentiment anti-américain à mesure que Washington affirme son influence.

Quelles implications géopolitiques ?

Les réactions internationales façonnent déjà le contexte géopolitique. La Russie et le Brésil ont condamné l'opération, tandis que la Chine a adopté une position plus prudente. Les gouvernements et les institutions de l'Union européenne (UE) ont critiqué la violation du droit

international, bien que de manière fragmentée, et se sont largement abstenus de contester directement le président Trump.

D. Trump multiplie les leviers d'action pour atteindre ses objectifs géopolitiques, notamment un changement de régime, qu'il condamnait auparavant. La volonté du président américain de s'engager dans des opérations militaires non conventionnelles renforcera la capacité de dissuasion américaine. Cette opération risque d'accroître les inquiétudes de la Russie et de la Chine quant à la volonté des États-Unis d'intervenir militairement. Les dirigeants européens sont désormais de plus en plus inquiets face aux objectifs de D. Trump concernant le Groenland, tandis que les dirigeants latino-américains sont les plus préoccupés : le Mexique et la Colombie ont déjà reçu des avertissements. Cuba est revenue sur le devant de la scène avec la possibilité d'un embargo pétrolier.

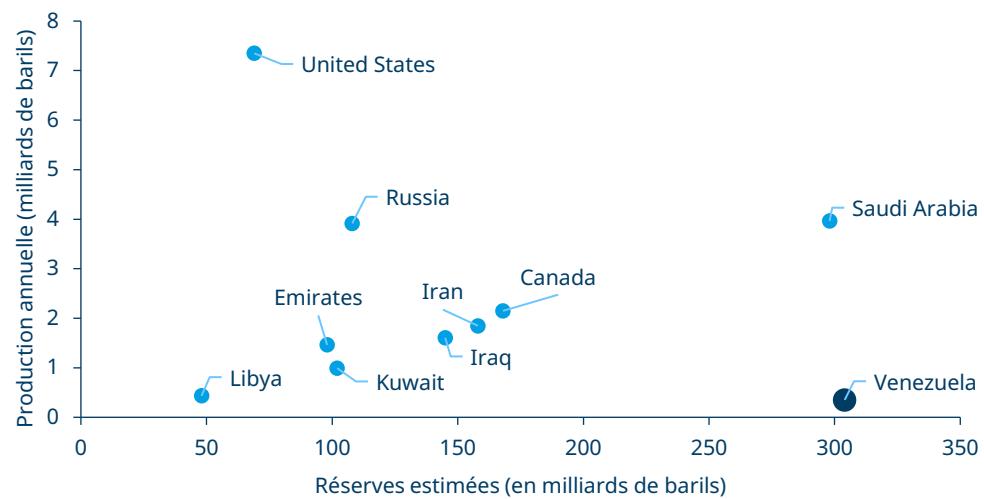
Quel sera l'impact sur le pétrole ?

Il existe probablement une certaine incertitude quant à l'impact sur le marché pétrolier. L'une des principales motivations des États-Unis pour destituer N. Maduro était de garantir l'accès des entreprises américaines au pétrole vénézuélien ; toutefois, toute augmentation significative de l'offre prendra du temps. Le pays produit actuellement environ 1 million de barils de pétrole par jour. Compte tenu du passé du Venezuela en matière de saisie des actifs des entreprises, les sociétés occidentales qui ne sont pas encore présentes dans le pays seront probablement réticentes à investir tant que les nouveaux organes du pouvoir et la situation sécuritaire ne seront pas plus claires.

« À court terme, les répercussions sur le marché pétrolier devraient être limitées en raison des faibles niveaux de production actuels du Venezuela et des contraintes logistiques et d'investissement qui empêchent toute augmentation significative. »

Par conséquent, pour les marchés pétroliers, l'impact à court terme sur les prix devrait être limité. La hausse à court terme due à la perturbation de l'approvisionnement est limitée, le pétrole vénézuélien représentant une faible part de la production mondiale, tandis qu'à moyen terme, une pression à la baisse pourrait s'exercer si la production vénézuélienne était rétablie de manière significative et venait s'ajouter à l'offre mondiale. En ce qui concerne le dollar et les flux de capitaux au sens large, le contrôle plus strict des États-Unis sur le pétrole vénézuélien renforce l'argument stratégique en faveur du dollar américain, mais l'incertitude en matière de politique étrangère peut éroder la confiance dans la fiabilité des États-Unis — un risque qui pourrait, à terme, influencer les décisions d'allocation des investisseurs en matière d'actifs américains.

Le Venezuela produit peu de pétrole, mais détient les plus grandes réserves estimées



Sources : Amundi Investment Institute, 2025 Statistica Review of World Energy, par l'Energy Institute.

Quel sera l'impact sur la dette souveraine vénézuélienne ?

Pour les détenteurs d'obligations et les créanciers, le départ de N. Maduro entraîne une réévaluation en matière des valeurs de recouvrement, même s'il ne conduit pas nécessairement à une restructuration imminente de la dette. En supposant une transition politique stable, les prix des obligations vénézuéliennes ont encore un potentiel de hausse. La variable clé est le flux de trésorerie futur lié au pétrole : le Venezuela produit actuellement environ un million de barils par jour, et les scénarios qui importent pour les créanciers sont ceux qui permettent de rétablir la production de manière crédible et d'engager d'importantes dépenses d'investissement. Des projections optimistes de 2,5 à 3,0 millions de barils par jour sur plusieurs années sont possibles, mais elles nécessitent des investissements soutenus, la sécurité et une clarté juridique ; une trajectoire plus réaliste devrait impliquer des gains progressifs d'environ 300 000 barils par jour et par an. Toute restructuration significative sera également compliquée par d'importantes créances bilatérales de la Chine et de la Russie.

Comment les investisseurs réagissent-il ?

Bien qu'il s'agisse du pays disposant des plus grandes réserves estimées de pétrole, la faible production pétrolière du Venezuela et son poids limité dans l'économie mondiale font que l'impact économique direct des événements récents n'est pas un facteur déterminant pour les marchés. Cependant, la perception d'un réalignement géopolitique plus rapide se renforce, et l'or progresse après des prises de bénéfices lors des séances précédentes. Les événements récents ne modifient pas les perspectives générales, qui restent celles d'une croissance résiliente mais assortie de multiples risques - de la géopolitique à l'augmentation de la dette et aux valorisations élevées - appelant une position équilibrée avec une vision légèrement positive des actifs risqués et une diversification entre les régions, y compris les marchés émergents, et entre les secteurs.

Amundi Investment Institute

Dans un monde en mutation, les investisseurs ont un besoin essentiel de mieux comprendre leur environnement et l'évolution des pratiques d'investissement pour définir leur allocation d'actifs et construire leurs portefeuilles. L'Amundi Institute, au cœur du processus d'investissement mondial, a pour ambition de renforcer le conseil, la formation et le dialogue continu sur ces sujets pour l'ensemble de ses clients - distributeurs, institutionnels et entreprises. Cette plateforme de recherche indépendante regroupe les activités de recherche, de stratégie de marché, d'analyse thématique et de conseil en allocation d'actifs d'Amundi. Son objectif est de diffuser travaux d'analyse et les recommandations d'investissement d'Amundi.

Pour en savoir plus sur Amundi, rendez-vous sur



Informations importantes

Investir comporte des risques, notamment de marché, politiques, de liquidité, de change et de perte en capital. Ce document est uniquement destiné à des fins d'information. Il ne constitue pas une offre de vente, une sollicitation d'offre d'achat ou une recommandation d'un titre ou d'un autre produit ou service. Les titres, produits ou services mentionnés peuvent ne pas être enregistrés auprès de l'autorité compétente de votre juridiction et peuvent ne pas être réglementés ou supervisés par une autorité gouvernementale ou similaire dans votre juridiction. Toute information contenue dans ce document ne peut être utilisée que pour votre usage interne, ne peut être reproduite ou rediffusée sous quelque forme que ce soit et ne peut être utilisée comme base ou composante d'instruments financiers, de produits ou d'indices. En outre, rien dans ce document n'est destiné à fournir des conseils fiscaux, juridiques ou d'investissement. Sauf indication contraire, toutes les informations contenues dans ce document proviennent d'Amundi Asset Management S.A.S. et sont en date du 5 janvier 2026. La diversification ne garantit pas un profit et ne protège pas contre une perte. Ce document est fourni « en l'état » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à l'utilisation de ces informations. Les données et analyses historiques ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédition de performance future. Les opinions exprimées sur les tendances économiques et de marché sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles d'Amundi Asset Management S.A.S. et sont susceptibles d'être modifiées à tout moment en fonction des conditions de marché et autres, et il n'y a aucune garantie que les pays, les marchés ou les secteurs se comporteront comme prévu. Ces opinions ne doivent pas être considérées comme un conseil d'investissement, une recommandation de titre ou une indication de négociation pour un produit d'Amundi. Amundi ne peut en aucun cas être tenue responsable de tout dommage direct, indirect, spécial, accessoire, punitif, consécutif (y compris, mais sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de tout autre dommage lié à son utilisation.

Date de première utilisation : 6 janvier 2026.

Document émis par Amundi Asset Management, société par actions simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 € - Gestionnaire de portefeuille régulé par l'AMF sous le numéro GP04000036 - Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com.

RÉDACTEURS EN CHEF	RÉDACTEURS
MONICA DEFEND Directrice de l'Amundi Investment Institute	CLAUDIA BERTINO Responsable des analyses d'investissement, de la publication et du développement de la clientèle, Amundi Investment Institute
VINCENT MORTIER Directeur des investissements du groupe Amundi	LAURA FIOROT Responsable des analyses d'investissement et de la division clientèle, Amundi Investment Institute